



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Arrêté préfectoral n°2026/DRIEAT/UD77/020 du 04 mars 2026
imposant des prescriptions complémentaires à la société AUVALIS
sur la commune de SERRIS (77700)**

VU le Code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du Président de la République du 6 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY, préfet de Seine-et-Marne ;

VU le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et la nomenclature annexée à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 24/BC/049 du 9 août 2024 du Préfet de Seine-et-Marne donnant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU l'arrêté préfectoral n° 14/DCSE/IC/018 du 18 mars 2014, autorisant la société AUVALIS, à exploiter un entrepôt de stockage sur la commune de SERRIS ;

VU l'arrêté préfectoral n°2018/DRIEE/UD77/014 du 19 mars 2018, actualisant la situation administrative et imposant des prescriptions complémentaires de la société AUVALIS pour l'exploitation de son entrepôt de stockage sur la commune de SERRIS ;

VU la demande de bénéfice de droit acquis du 29 décembre 2021 relative à la mise à jour de la rubrique 1510 ;

VU le porter à connaissance du 31 juillet 2025 informant de la modification de la capacité de stockage de certaines rubriques ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées n° E/26-0407 daté du 13 janvier 2026 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral transmis par courrier E/26-0089 du 14 janvier 2026 à la société AUVALIS ;

VU les observations présentées par le demandeur sur ce projet dans le délai de 15 jours fixé par les courriels du 12 février et du 23 février 2026;

CONSIDÉRANT que la société AUVALIS exploite une installation de stockage de matières combustibles sur son site de SERRIS (77700) comportant des installations classées pour la protection de l'environnement soumis au régime de l'autorisation, dont les risques et nuisances sont réglementés par l'arrêté préfectoral susvisé ;

CONSIDÉRANT la demande de bénéfice de droit acquis adressée par la société AUVALIS par courrier du 29 décembre 2021 fait suite à la parution du décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 concernant la mise à jour de la rubrique 1510 et de la fusion de plusieurs autres rubriques à celle-ci ;

CONSIDÉRANT que de ce fait, les volumes relevant de la rubrique 1510 augmentent de 590 500 m³ à 660 192 m³ ;

CONSIDÉRANT que le seuil de soumission au régime d'autorisation au titre de la rubrique 1510 a été augmenté par le décret du 24 septembre 2020 susvisé ;

CONSIDÉRANT que de ce fait, malgré l'évolution des capacités de stockage, le régime de classement de la rubrique 1510 du site exploité par la société AUVALIS est déclassé du régime de l'autorisation au régime de l'enregistrement ;

CONSIDÉRANT que dans son porter à connaissance du 31 juillet 2025, la société AUVALIS sollicite :

- l'augmentation des capacités des activités relevant des rubriques 1450, 4331, 4440, 4441, 4741 sans dépassement d'un nouveau seuil ;
- la diminution des capacités des activités relevant des rubriques 4510, 4511 sans dépassement d'un nouveau seuil ;
- la suppression de la somme des quantités de produits stockés pour les rubriques 4510, 4511 et 4741 ;

CONSIDÉRANT que les modifications apportées par la société AUVALIS n'impactent pas le classement des installations classées pour la protection de l'environnement du site de SERRIS ;

CONSIDÉRANT que les modifications apportées par l'exploitant ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients supplémentaires par rapport au dossier de demande d'autorisation initial ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'actualiser la situation administrative du site de SERRIS :

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions des articles L.511-1 et L.181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les modifications des prescriptions applicables aux installations du site demandées sont notables mais non substantielles ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, Monsieur le Préfet peut fixer des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45 ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,

ARRÊTE

Article premier :

La société AUVALIS, dont le siège social est situé à La Galinière RD7N CHATEAU-NEUF-LE-ROUGE (13 790), est tenue de respecter, dans le cadre de l'exploitation de son établissement situé dans la zone industrielle de COURTENOY, à SERRIS (77 700), les prescriptions du présent arrêté.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 14/DCSE/IC/018 du 18 mars 2014 complété non contraires aux dispositions du présent arrêté et les réglementations en vigueur restent applicables.

Article 2 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions des actes administratifs antérieurs suivants sont modifiées, supprimées ou complétées, par le présent arrêté ou par des actes antérieurs, conformément au tableau ci-dessous à la date d'application du présent arrêté.

Références des arrêtés préfectoraux et récépissés de déclaration antérieurs	Articles affectés	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions)
AP n° 14/DCSE/IC/018	Article 1.2.1	Modification du tableau
APC n°2018/DRiEE/UD77/014	Article 2	Abrogé
APC n°2018/DRiEE/UD77/014	Article 3	Modification

Article 3 :

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 14/DCSE/IC/018 du 18 mars 2014 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article 1.2. 1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Capacité autorisée
1414-3	DC	Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés 3 Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	Poste de distribution de GPL pour chariots automoteurs	-

1450-1	A	Solides inflammables (stockage ou emploi de) : 1- Supérieure ou égale à 1 t	Stockage	3 t
1510-2b	E	« Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³	Entrepôt couvert	660 192 m ³
1630-2	D	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium : 2. Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t	Stockage de lessive à base de soude	200 t
2910-2a	DC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971. A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1 : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Chaufferie Groupe motopompes	1,9 MW + 0,3 MW
2925-1	D	Accumulateurs (ateliers de charge d') 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW	Locaux de charge d'accumulateurs	400 kW
4130-1b	D	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t	Stockage	Cf annexe confidentielle (détail)*
4130-2b	D	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 2. Substances et mélanges liquides b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	Stockage	Cf annexe confidentielle (détail)*
4140-1	D	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes. 1. Substances et mélanges solides b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t	Stockage	Cf annexe confidentielle (détail)*
4140-2b	D	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes. 2. Substances et mélanges liquides b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	Stockage	Cf annexe confidentielle (détail)*

* La somme des quantités de produits toxiques stockés sous les rubriques 4130.1b, 4130.2b, 4140.1b et 4140.2b doit être inférieure ou égale à 5 t.

4320-1	A Seveso seuil bas	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1 1. Supérieure ou égale à 150 t	Stockage	Cf annexe confidentielle (détail)
4321	NC	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. 4.3 Substances Inflammables 1. Supérieure ou égale à 5 000 t (A) 2. Supérieure ou égale à 500 t et inférieure à 5 000 t (D)	Stockage	Cf annexe confidentielle (détail)
4331-3	DC	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t	Stockage	Cf annexe confidentielle (détail)
4440	NC	Solides comburants de catégorie 1, 2 ou 3 4.4 Substances et mélanges auto-réactifs, pyrophoriques ou comburants et Peroxydes organiques La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 50 t (A) 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50t (D)	Stockage	Cf annexe confidentielle (détail)**
4441	NC	Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3. 4.4 Substances et mélanges auto-réactifs, pyrophoriques ou comburants et Peroxydes organiques La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 50 t (A) 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t (D)	Stockage	Cf annexe confidentielle (détail)**
** La somme des quantités de produits dangereux pour l'environnement stockés sous les rubriques 4440 et 4441 doit être inférieure à 2 t				
4510-2	DC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	Stockage	Cf annexe confidentielle (détail)
4511	NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t (A) 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t (DC)	Stockage	Cf annexe confidentielle (détail)
47xx	DC	Cf annexe confidentielle (détail)		
47xx	DC	Cf annexe confidentielle (détail)		
47xx	A	Cf annexe confidentielle (détail)		

A : Autorisation - E : Enregistrement - D : Déclaration – DC : Déclaration avec Contrôle périodique - NC : Non Classé – Capacité autorisée : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Article 4 : Caractéristiques de l'entrepôt

Le paragraphe suivant de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°2018/DRiEE/UD77/014 du 19 mars 2018 susvisé :

« Cette sous-cellule de 2004 m², dédiée au stockage de gaz et liquides inflammables, comme défini dans l'arrêté du 18/03/2014, disposera donc d'un mur coupe-feu 2 heures au Sud et d'un écran thermique pleine hauteur jusqu'à l'acrotère coupe-feu 2 heures sur les 3 autres façades. Les deux zones de stockage 1412 et 1432 seront séparées par une distance d'au moins 7 m. La zone de stockage des aérosols sera

équipée de dispositifs destinés à limiter l'extension d'un éventuel sinistre à cette seule zone. L'ensemble de la sous-cellule sera sprinklé ».

est remplacé par les dispositions suivantes :

« Cette sous-cellule de 2004 m2, dédiée au stockage de gaz et liquides inflammables, comme défini dans l'arrêté du 18/03/2014, disposera donc d'un mur coupe-feu 2 heures au Sud et d'un écran thermique pleine hauteur jusqu'à l'acrotère coupe-feu 2 heures sur les 3 autres façades. Les deux zones de stockage 4320-4321 et 4331 seront séparées par une distance d'au moins 7 m. La zone de stockage des aérosols sera équipée de dispositifs destinés à limiter l'extension d'un éventuel sinistre à cette seule zone. L'ensemble de la sous-cellule sera sprinklé ».

Article 5 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 6 : Information dans l'établissement

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

Article 7 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1. Une copie de l'arrêté préfectoral complémentaire est déposée à la mairie de la commune de SERRIS et peut y être consultée.
2. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune de SERRIS pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.
3. L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 8 : Sanctions

En cas de non-respect de l'une des prescriptions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions prévues à l'article L.171-8, Livre V, Titre I Chapitre IV du Code de l'environnement, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Article 9 : Notification et exécution

- Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- Monsieur le Sous-Préfet de Torcy,

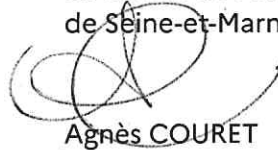
- Monsieur le Maire de SERRIS,
- Madame la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
- Madame la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera notifiée au bénéficiaire sous pli recommandé avec avis de réception.

Melun, le **04 MARS 2026**

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice empêchée,
La Cheffe de l'Unité Départementale
de Seine-et-Marne,



Agnès COURET

Destinataires d'une copie par mail :

- la Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE) (pour publication sur le site internet de la Préfecture),
- le Sous-Préfet de Torcy,
- le Maire de SERRIS,
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- le Directeur Départemental des Territoires (DDT/SEPR-Pôle risques et nuisances et Pôle police de l'eau).

Délais et voies de recours :

Sans préjudice de l'article L. 411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

– par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
– par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article 4 du présent arrêté,

b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne prévue au 3° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral

(Confidentielles)

AUVALIS

SERRIS (77 700)

04 MARS 2026

ANNEXE

ARTICLE 1 – LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES (AVEC ANNEXE CONFIDENTIELLE)

Le classement tient compte des évolutions de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Capacité autorisée
1414-3	DC	Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés 3 Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	Poste de distribution de GPL pour chariots automoteurs	-
1450-1	A	Solides inflammables (stockage ou emploi de) : 1- Supérieure ou égale à 1 t	Stockage	3 t
1510-2b	E	« Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³	Entrepôt couvert	660 192 m ³
1630-2	D	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium : 2. Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t	Stockage de lessive à base de soude	200 t
2910-2a	DC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971. A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1 : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Chaufferie Groupe motopompes	1,9 MW + 0,3 MW
2925-1	D	Accumulateurs (ateliers de charge d') 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW	Locaux de charge d'accumulateurs	400 kW
4130-1b	D	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t	Stockage	5 t*

Annexe confidentielle à l'arrêté n°2026/DRIEAT/UD77/020 du 04 mars 2026 imposant des prescriptions complémentaires à la société à la société AUVALIS à SERRIS (77 700)

4130-2b	D	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 2. Substances et mélanges liquides b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	Stockage	5 t*
4140-1b	D	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes. 1. Substances et mélanges solides b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t	Stockage	5 t*
4140-2b	D	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes. 2. Substances et mélanges liquides b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	Stockage	5 t*
* La somme des quantités de produits toxiques stockés sous les rubriques 4130.1b, 4130.2b, 4140.1b et 4140.2b doit être inférieure ou égale à 5 t.				
4320-1	A Seveso seuil bas	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1 1. Supérieure ou égale à 150 t	Stockage	200 t
4321	NC	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. 4.3 Substances Inflammables 1. Supérieure ou égale à 5 000 t (A) 2. Supérieure ou égale à 500 t et inférieure à 5 000 t (D)	Stockage	50 t
4331-3	DC	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t	Stockage	99 t
4440	NC	Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3 4.4 Substances et mélanges auto-réactifs, pyrophoriques ou comburants et Peroxydes organiques La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 50 t (A) 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50t (D)	Stockage	1,99 t**
4441	NC	Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3 4.4 Substances et mélanges auto-réactifs, pyrophoriques ou comburants et Peroxydes organiques La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 50 t (A) 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t (D)	Stockage	1,99 t**
** La somme des quantités de produits dangereux pour l'environnement stockés sous les rubriques 4440 et 4441 doit être inférieure à 2 t				
4510-2	DC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	Stockage	40 t

Annexe confidentielle à l'arrêté n°2026/DRIEAT/UD77/020 du 04 mars 2026 imposant des prescriptions complémentaires à la société à la société AUVALIS à SERRIS (77 700)

4511	NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t (A) 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t (DC)	Stockage	20 t
4741-2	DC	Les mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classés dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400] 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 200 t	Stockage	90 t
4734-2c	DC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement 2. Pour les autres stockages : c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	Stockage	75 t
4755-2a	A	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables 2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant : a) Supérieure ou égale à 500 m³	Stockage	600 m³

A : Autorisation - E : Enregistrement - D : Déclaration – DC : Déclaration avec Contrôle périodique - NC : Non Classé – Capacité autorisée : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.